

1866.

1<sup>o</sup> Le rapatriement des Austro-Belges.2<sup>o</sup> La pension à garantir par le Mexique aux mutilés de la brigade austro-belge.3<sup>o</sup> Une somme de dix mille piastres à payer à la princesse Doña Josefa de Iturbide, et deux mille piastres au jeune prince Salvador de Iturbide, qui avait été envoyé en France pour faire ses études <sup>(1)</sup>.4<sup>o</sup> Une somme de quarante-cinq mille piastres, pour payer les dettes de la liste civile.5<sup>o</sup> L'engagement d'effectuer ces paiements avant le départ des troupes françaises de Mexico.

« Ma propriété particulière restera sous votre sauvegarde, mon cher maréchal, afin que, d'accord avec vous, Don Carlos Sanchez Navarro puisse donner à ce qu'elle produira la destination conforme à mes instructions.

« Recevez les assurances des sentiments de ma sincère amitié avec lesquels je suis votre très-affectionné,

« MAXIMILIEN. »

Les représentants de la France se hâtèrent de se rendre au désir de l'empereur Maximilien. Ils lui envoyèrent une déclaration collective (16 nov.) dans laquelle ils s'engagèrent à rapatrier les Austro-Belges ; à faire donner une gratification de réforme aux mutilés et invalides, et une indem-

(1) L'empereur Maximilien avait donné aux deux petits-fils d'Iturbide le titre de prince mexicain ; l'un Don Agustin, descendait du deuxième fils de l'empereur Iturbide ; l'autre, Don Salvador, descendait du troisième fils ; depuis le 16 septembre 1865, Don Agustin, alors âgé de deux ans, était élevé au palais. Toute la famille, à l'exception d'une tante Dona Josefa, nommée co-tutrice, avait dû consentir à s'éloigner du Mexique. (Le maréchal au ministre, 27 septembre 1865.)

On disait à cette époque que l'Empereur et l'Impératrice se proposaient d'adopter officiellement Don Agustin et de lui assurer la succession au trône. (Le maréchal au ministre, 27 octobre 1865.)

1866.

nité à chaque officier et soldat payable au port de débarquement ; à employer leur influence pour qu'une avance fût faite à la princesse Doña Josefa et au prince Don Salvador de Iturbide sur la pension qui leur était due ; à s'efforcer d'obtenir du nouveau gouvernement le complément des sommes nécessaires au paiement des dettes de la liste civile et à la liquidation des comptes de la grande chancellerie, dans le cas où le produit de la vente des effets mobiliers appartenant à la liste civile serait insuffisant.

Cette réponse n'était pas exactement celle que désirait l'empereur Maximilien ; mais ce point ne souleva aucune difficulté. L'Empereur remercia le maréchal par la dépêche suivante :

Très-confidentielle et très-urgente.

Orizaba, le 18 novembre 1866.

« Au maréchal Bazaine.

« Je vous remercie, ainsi que le général Castelnau, ainsi que M. Dano, d'avoir réglé les points qui me touchaient de si près. Mais *il reste à régler le définitif* : un gouvernement stable pour protéger les intérêts compromis. Ces points ne peuvent être traités sans une entrevue directe avec vous.

« La continuation de mes fièvres ne me permet pas de monter à Mexico.

« Je vous invite donc à venir un de ces jours ici et, en peu de paroles, nous pourrons tout arranger d'une manière satisfaisante.

« J'ai appelé ici pour samedi mon conseil d'Etat et mon président du conseil des ministres. »

« MAXIMILIEN. »

Cette dépêche détruisit les illusions que le général Castelnau pouvait encore conserver au sujet des intentions de

1866.

l'empereur Maximilien. Jusqu'alors, il l'avait cru bien décidé à quitter le Mexique; ce départ ne paraissant être qu'une question de date, il s'était occupé de discuter avec le maréchal quelle ligne politique il convenait d'adopter.

Le gouvernement français désirait, avant de retirer ses troupes, former sous son patronage un nouveau gouvernement dans l'espoir d'obtenir la reconnaissance de ses créances; il s'était adressé au cabinet de Washington, lui avait demandé son concours, et espérait tout au moins que son influence s'exercerait dans un sens favorable aux intérêts français. On écartait Juarez de toute combinaison nouvelle; du reste, le maréchal croyait sincèrement que l'autorité personnelle du président était nulle, que c'était un « mannequin » derrière lequel agissaient les hommes de tête du parti libéral. Il pensait qu'il était possible de le remplacer par D. Manuel Ruiz; le général Castelnau préférait D. Lerdo de Tejada; enfin, ils s'arrêtèrent à un moyen terme, et leur choix tomba sur Ortega.

D'après la constitution de 1857, Ortega, président de la Cour suprême, aurait dû hériter des pouvoirs de Juarez à l'époque où expirait le mandat de ce dernier; il y avait donc quelque apparence de logique et de légalité à le considérer comme président intérimaire. Il avait un parti assez nombreux; plusieurs chefs libéraux reconnaissaient son autorité; un de ses amis, D. Manuel Fernandez, envoyé par lui à Mexico, avait laissé entrevoir au maréchal Bazaine la possibilité de régler les questions de garantie en faveur de nos nationaux et de reconnaissance de la dette française. « D'un autre côté, disait le maréchal, Ortega représente une couleur moins rouge que Juarez, moins clérical que Santa Anna; il est le champion des idées fédéralistes; les grands propriétaires, les gens in-

1866.

fluents sont disposés à le soutenir, c'est le choix le moins mauvais que nous puissions faire, et nous sommes décidés à l'appeler, dès que l'empereur Maximilien aura quitté le Mexique. Il ne nous est pas possible de faire directement l'appel au peuple, qui doit être la base du nouveau gouvernement. Ortega nous fournira les moyens de l'organiser légalement (1). »

Un agent fut envoyé aux États-Unis pour s'assurer des dispositions de ce personnage à l'égard des satisfactions auxquelles la France prétendait, et s'efforcer de lui ménager l'appui du cabinet de Washington.

Le maréchal et le général Castelnau avaient même pensé qu'il serait possible de s'entendre avec les États-Unis, de manière à placer, près du nouveau gouvernement mexicain, un commissaire français et un commissaire américain à la disposition desquels serait mise une troupe franco-américaine.

Les Américains étaient loin d'abonder dans ce sens. Ils commençaient à être fatigués de cette continuité de pronunciamientos qui entretenaient l'agitation sur la frontière du Rio Bravo. De plus, au moment où le congrès devait se réunir, les intérêts de la politique intérieure conseillaient au cabinet de Washington de faire quelque démarche éclatante pour donner satisfaction à l'opinion publique. L'occasion était propice.

Il prescrivit à M. Campbell (2), désigné, depuis quelque temps déjà, comme ministre près de la république mexicaine, de rejoindre sans retard Juarez à Chihuahua, ou du moins d'attendre, à proximité de la frontière ou des

Dispositions  
des Américains.  
Mission  
Campbell  
et Sherman.

(1) Le maréchal au ministre, 9 novembre.

(2) Instructions de M. Seward à M. Campbell, 22 octobre 1866.

1866.

côtes du Mexique, le moment favorable pour se mettre en rapport avec le gouvernement républicain. M. Campbell devait être accompagné du général Grant, lieutenant général des États-Unis, muni d'une autorité discrétionnaire pour faire, « sans violer toutefois les règles de la neutralité, toute démonstration militaire ou maritime propre à favoriser la restauration de ce gouvernement républicain ; » M. Campbell était spécialement accrédité auprès du gouvernement représenté par Juarez, et il lui était formellement recommandé de ne consentir à aucune stipulation avec les commandants français, le prince Maximilien, ou tout autre parti qui aurait une tendance à gêner l'administration du président Juarez.

Le général Grant, ayant décliné la mission qui lui était offerte, fut remplacé par le général Sherman.

MM. Sherman et Campbell s'embarquèrent, le 11 novembre, à New-York, sur la frégate *la Susquehannah*, et se dirigèrent vers les côtes du Mexique.

Peu de temps après, le gouvernement américain était officiellement informé par M. Bigelow, son représentant à Paris, que l'intention de l'empereur Napoléon était de ne rappeler aucun détachement de l'armée du Mexique à l'automne de 1866, et que, pour des raisons d'un intérêt purement militaire, il voulait faire partir toutes les troupes en bloc au printemps de 1867.

Le cabinet de Washington était, à n'en pas douter, parfaitement au courant de ces dispositions, puisque, à dessein, les ordres transmis au maréchal Bazaine par le câble transatlantique n'avaient pas été envoyés en chiffres. Il ne pouvait ignorer d'ailleurs le but de la mission du général Castelnau et les efforts du gouvernement français pour amener l'abdication de l'empereur Maximilien ;

1866.

il connaissait le désir de l'empereur Napoléon de se dégager le plus vite possible de son intervention au Mexique ; néanmoins, M. Seward saisit cette occasion pour adresser à M. Bigelow une dépêche rédigée en termes presque menaçants pour la France. En flattant ainsi l'orgueil populaire, il donnait satisfaction à la mauvaise humeur qui régnait en Amérique, il affermissait d'autant la position du président Johnson, alors vivement battue en brèche, et il enlevait à l'opposition une des armes dont elle aurait pu se servir contre le cabinet.

Cette dépêche, datée du 23 novembre, fut publiée dans les journaux américains ; le gouvernement français déclara cependant n'en avoir reçu aucune communication <sup>(1)</sup>. Le gouvernement de l'Union, disait M. Seward, ne pouvait acquiescer aux nouvelles combinaisons arrêtées par l'empereur Napoléon relativement au rappel de ses troupes ; le président n'avait pas été consulté en temps opportun sur cette question qui aurait dû lui être présentée avec les manifestations ordinaires de déférence pour les intérêts et les sentiments des États-Unis ; il attendait donc, du gouvernement français, l'exécution littérale de l'accord fait avec lui, car les États-Unis avaient déjà envoyé des instructions et pris des dispositions militaires en vue du prochain départ des premiers détachements.

Ces procédés sont ordinaires à la politique des États-Unis. Si l'on avait pris à la lettre les dépêches diplomatiques du cabinet de Washington, on aurait souvent jugé avec inexactitude de ses véritables dispositions ; mais les rapports du ministre de France faisaient connaître les difficultés intérieures contre lesquelles le Président Johnson

(1) Moniteur du 24 décembre.

4866.

avait à lutter, et les moyens dont il était forcé de se servir pour en triompher. Plus d'une fois, on avait vu M. Seward, « obligé de compter avec les partis et de ménager les exigences électorales », s'approprier ainsi les armes de ses adversaires et prendre, dans les questions de politique étrangère, l'attitude dont ceux-ci auraient pu profiter.

Aux Etats-Unis, aucun parti sérieux ne désirait une guerre avec la France, et cependant c'est autour de cette question que tournaient toutes les manœuvres du congrès; de peur d'être dépassé, M. Seward allait immédiatement, dans ses communications diplomatiques avec la France, aussi loin qu'il était possible de le faire. La question du Mexique était un balancier qui l'aidait à conserver son équilibre: plus tard ce sera la question féniane ou celle de l'*Alabama*. Pour se rendre compte de la portée d'une démarche du cabinet de Washington pendant cette période, il est donc nécessaire de rechercher préalablement à quelle nécessité de politique intérieure elle correspond.

Vers la même époque, les journaux de la Nouvelle-Orléans publiaient une lettre non moins significative, mais encore beaucoup plus inconvenante du général Sheridan, commandant le département du Golfe, au général commandant à Brownsville :

New-Orleans, 23 octobre.

« Je suis convaincu qu'il n'y a qu'un seul moyen d'améliorer l'état des choses sur le Rio Grande: c'est de donner notre plus cordial appui au seul gouvernement que nous reconnaissons au Mexique et le seul qui soit réellement notre ami. Vous préviendrez en conséquence tous les adhérents de tout parti ou gouvernement prétendu dans le Mexique ou dans l'Etat de Tamaulipas, qu'il ne leur sera pas permis de violer les lois de la neutralité entre le gouvernement libéral du Mexique et les Etats-Unis, et aussi qu'il ne leur

4866.

sera pas permis de rester sur notre territoire et d'y recevoir la protection de notre drapeau afin de compléter leurs machinations par la violation de nos lois de neutralité.

« Ces instructions seront exécutées contre les adhérents du boucanier impérial, représentant le soi-disant gouvernement impérial du Mexique, et aussi contre les Ortega, Santa Anna, et autres factions.

« Le président Juarez est le chef reconnu du gouvernement libéral du Mexique. »

Canales, qui s'était déclaré pour Ortega, était alors assiégé à Matamoras par Tapia, le gouverneur nommé par Juarez; Ortega s'étant rendu de la Nouvelle-Orléans à Brazos avec l'intention de passer au Mexique, fut arrêté par les autorités américaines.

Il devenait impossible de rien démêler à la conduite des officiers américains de Brownsville. Tantôt ils avertissaient Canales qu'il était interdit de lui faire parvenir des vivres; quelques jours après, cette interdiction était levée, et des détachements américains allaient monter la garde à Matamoras pendant que la garnison repoussait les assauts d'Escobedo; le drapeau des Etats-Unis, au grand étonnement des habitants, flottait sur la cathédrale; le lendemain les Américains félicitaient l'un et l'autre parti de leur vaillance. Enfin, ils finirent par proposer à Canales de se constituer avec ses troupes prisonnier de guerre à Brownsville; mais celui-ci préféra entrer en arrangement avec Escobedo.

Un grand désordre résultait de toutes ces compétitions. D'autre part, les incertitudes, les tergiversations de l'Empereur semblaient inexplicables. Les Français résidant à Mexico étaient dans une grande inquiétude; les uns songeaient à se faire naturaliser Américains pour se mettre à l'abri du drapeau des Etats-Unis; les autres liquidaient leurs affaires pour se tenir prêts à partir. Toute nouvelle

1866.

combinaison, si absurde qu'elle fût, trouvait créance; on allait jusqu'à imaginer une commission de gouvernement dans laquelle le général Castelnau devait siéger à côté de M. Lares et du général Mendez. On accusait le maréchal de s'entendre avec Porfirio Diaz pour lui livrer le matériel de guerre; il était vrai que des négociations avaient été entamées pour l'échange des prisonniers; il y répondait avec courtoisie, paraissait vouloir éviter tout engagement avec les Français, et ménageait les propriétés de nos nationaux. De là, mille conjectures<sup>(1)</sup>.

A mesure que les conservateurs s'éloignaient des représentants de la France, par une conséquence naturelle d'équilibre, les libéraux s'en rapprochaient. Le maréchal se défiait des conservateurs. C'était en eux qu'il voyait maintenant les ennemis les plus dangereux; c'était de leur côté qu'il prévoyait les plus grands embarras, lorsqu'après le départ de l'Empereur, il s'agirait de constituer un nouveau gouvernement.

(1) Des ouvertures furent faites à Porfirio Diaz par l'intermédiaire de M. Otterbourg, consul des États-Unis à Mexico, pour l'engager à prendre la direction des affaires politiques si l'empereur Maximilien abdiquait.

A ce sujet, les journaux américains reproduisirent une lettre écrite par Porfirio Diaz à M. Romero, agent de Juarez à Washington. Cette lettre contient les affirmations les plus invraisemblables: « Le maréchal Bazaine, par l'intermédiaire d'une personne tierce, me fit l'offre de mettre entre mes mains les villes occupées par les Français, et de me livrer Maximilien, Marquez, Miramon, etc. . . . si j'acceptais une proposition que j'ai repoussée parce que je ne la trouvais pas honorable.

« Une autre proposition, venant également de l'initiative du maréchal Bazaine, avait trait à l'acquisition de six mille fusils et de quatre millions de capsules. Si je l'avais désiré, il m'aurait aussi vendu des canons et de la poudre, mais j'ai refusé d'accepter ces propositions. »

M. Otterbourg avait en effet offert ses bons offices et proposé d'appeler Porfirio Diaz à Mexico lorsque l'empereur Maximilien serait parti. Il avait même obtenu des principaux banquiers la promesse qu'ils fourniraient l'argent nécessaire pour la solde de ses troupes. De tous les chefs libéraux, Porfirio Diaz était celui avec lequel il paraissait le plus honorable d'entrer en rapport. Il est même logique

1866.

« Aujourd'hui, écrivait le général Castelnau, les conservateurs sont les plus grands ennemis de l'influence française, parce qu'ils savent que notre intervention n'a plus d'autre but que d'en finir avec l'Empire dont ils vivent et par lequel ils vivent, et par un revirement qui en est la conséquence, les libéraux se rapprochent de nous. » Les conservateurs avaient une partie de l'armée dans leurs mains et quelques ressources financières qu'ils augmentaient chaque jour par la rentrée des impôts et par le refus systématique de payer les créanciers de l'Etat; aussi, le maréchal tenait les troupes mexicaines impériales éloignées et disséminées; il concentrait au contraire les siennes, et, malgré les réclamations du ministère, il conservait toujours la citadelle de Mexico. Ces mesures de méfiance étaient justifiées par l'état présent des affaires et les complications plus graves encore que l'avenir pouvait enfanter. Le gouvernement français, ayant intérêt à se ménager autant que possible les bonnes dispositions des libéraux appelés à recueillir la succession de l'empereur

d'admettre que le maréchal aurait été disposé à lui céder des armes et des munitions, en tant qu'il représenterait le gouvernement appelé à succéder à l'Empire. Mais quant à l'offre prétendue de livrer Maximilien, Marquez et Miramon, et de rendre les places, elle est parfaitement absurde. La proposition que Porfirio Diaz entend avoir repoussée comme peu honorable, a trait sans doute à la reconnaissance de la dette et des emprunts français.

Le maréchal était fort opposé à l'intervention des États-Unis; il les considérait avec raison comme les ennemis formels de la politique française au Mexique, blâmait les pourparlers qui s'étaient engagés avec eux par l'intermédiaire de M. Dano et de M. de Montholon, pourparlers dont il n'eut connaissance, dit-il, que par les renseignements reçus, vers la fin du mois de décembre, d'un de ses officiers d'ordonnance qui traversait l'Amérique. Il désapprouvait la confiance que le général Castelnau et M. Dano accordaient à M. Otterbourg, et les démarches de celui-ci près des chefs libéraux. — (Le maréchal au ministre, 10 janvier 1867.)

A la même époque, la confusion des esprits était si grande que M. Dano disait au général Castelnau que le maréchal « s'entendait, sans doute, avec l'empereur Maximilien pour son propre compte. »

1866.

Maximilien, il fallait s'attendre à un déchaînement de toutes les passions du parti opposé, et par conséquent, chercher à le réduire à l'impuissance; mais il était fort difficile de séparer sa cause de celle de l'empereur Maximilien qui ne pouvait se décider à partir.

Le 10 novembre, les généraux Miramon et Marquez, exilés pour leurs tendances trop cléricales, revenaient au Mexique; personne ne refusait à Miramon une certaine valeur militaire, et à Marquez, une énergie qui touchait même trop souvent à la barbarie; quant à leur dévouement absolu à la cause du parti clérical, leur passé en faisait foi. Ils dirent à l'Empereur qu'il n'y avait pas lieu de désespérer; souvent, ils s'étaient trouvés dans des circonstances plus mauvaises; on aurait des hommes, de l'argent, et, si l'Empereur se donnait à lui, le parti conservateur, jadis si méprisé, allait montrer quelles étaient ses ressources et sa puissance.

L'Empereur recevait d'Europe des encouragements dans le même sens. On dit que sa mère, l'archiduchesse Sophie, lui écrivit de ne pas compromettre son honneur par une abdication intempestive; l'empereur d'Autriche, qui craignait de voir la popularité de son frère exploitée par le parti de l'opposition, faisait savoir à M. Lago, ambassadeur d'Autriche, que le titre d'empereur ne lui serait pas reconnu et qu'on l'inviterait à ne pas se mêler de politique <sup>(1)</sup>. Enfin, les lettres de M. Eloin ne furent pas sans une

(1) Les rapports entre l'empereur d'Autriche et l'empereur Maximilien étaient fort tendus depuis longtemps. Le 9 avril 1864, c'est-à-dire la veille du jour fixé pour la réception à Miramar de la députation mexicaine, qui devait offrir la couronne à l'archiduc Maximilien, alors que toutes les conventions avec la France étaient conclues, que tous les arrangements étaient pris, l'empereur d'Autriche, accompagné de quelques conseillers intimes, était arrivé à Miramar et avait exigé de son frère : une renonciation formelle pour lui et ses descendants à la succes-

1866.

grande influence sur l'esprit de l'empereur Maximilien, et réveillèrent son irritation contre le gouvernement français; il ne pouvait se dissimuler, en effet, ce qu'il y aurait d'humiliant pour lui à s'embarquer presque furtivement pour l'Europe, et à paraître quitter le Mexique sous la pression de l'empereur Napoléon, comme un serviteur obscur renvoyé par un maître mécontent.

Quelle position aurait-il en Europe après cette malencontreuse aventure? Monté sur le trône du Mexique à l'appel de l'empereur des Français, il semblerait en descendre sur ses injonctions. Cette situation était pénible; il avait d'autant plus de peine à l'accepter, qu'un parti riche et encore nombreux le suppliait de ne pas désespérer de l'avenir. L'empereur Maximilien résolut de rester.

Quelque disposé qu'il fût aux illusions, il dut bien calculer les dangers de l'avenir; mais s'il fallait tomber, encore voulait-il que ce fût avec honneur. Peu lui importent dès lors la politique française et les représentants de celui qu'il appelait naguère son auguste ami et

*sion de l'empire d'Autriche*, à l'exception du seul cas où tous les autres archiducs mourraient sans descendance mâle. Quelques mois plus tard, en novembre 1864, cette convention, connue sous le nom de : *Pacte de famille*, fut communiquée au Reichsrath; l'empereur Maximilien protesta contre cette communication faite sans son aveu (Mexico, 28 décembre 1864). Il prétendit que sa signature lui avait été arrachée dans des circonstances où il lui était impossible de la refuser et par des moyens déloyaux; que, du reste, les juriconsultes, à l'examen desquels le Pacte de famille avait été soumis, avaient déclaré que cet acte était nul et dérisoire, et que les Diètes seules étaient compétentes pour régler les droits d'agnation, qui modifient un acte de la Pragmatique Sanction.

Cette protestation, le ton dans lequel elle était faite, et la persistance à sauvegarder ses droits éventuels de succession, font croire que l'empereur Maximilien n'avait nullement renoncé à jouer un rôle politique en Europe; par là s'explique l'attitude de l'empereur d'Autriche à son égard, et se révèle une des raisons particulières qui, rendant difficile le retour de l'empereur Maximilien dans sa patrie, lui faisaient désirer de quitter le Mexique dans des conditions où son prestige ne pourrait être diminué.